

Publié le 10 - 06 - 2024  
Communiqué de presse

### Assemblée nationale dissoute : la CFE-CGC en appelle au discernement

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale au soir de l'élection du Parlement européen, le président de la République a pris une énorme responsabilité. L'ambiguïté de ses motivations nous impose de rappeler le contexte social qu'il a contribué à créer en déployant une politique d'appauvrissement du travail et des régimes gérés par les partenaires sociaux.

Pour justifier de cette décision, Emmanuel Macron évoque la montée de l'extrême droite et renvoie le corps électoral à un devoir de clarification. Mais en même temps, il se soustrait à l'analyse nécessaire de l'exercice de son mandat et la verticalité de ses décisions injustes et irraisonnées.

Ainsi la réforme des retraites imposée par une violence institutionnelle sans précédent. Ou encore la réforme prévue de la fonction publique, machine à broyer les agents pour affaiblir encore plus les services publics et appauvrir les Français qui en sont bénéficiaires. De même que la « réforme » annoncée de l'assurance chômage, authentique agression contre les salariés et leur droit à s'assurer des garanties de ressources face à l'épreuve du chômage.

La résistance organisée et unanime des syndicats contre ce vol manifeste, véritable augmentation d'impôt déguisée en détournement de ressources, s'est incarnée dans le soutien à la PPL présentée par le groupe LIOT. De fait, l'opportunité d'une majorité pour cette proposition de loi était insupportable pour celui qui prétend gouverner sans interaction avec les partenaires sociaux.

En démontant pierre par pierre ce que la France avait mis 50 ans à construire afin de s'aligner sur un agenda néolibéral de dérégulation tous azimuts, Emmanuel Macron a désespéré son pays sans lui apporter la prospérité promise. Au contraire, l'accumulation de mensonges, de truquages et de ruses pour imposer une idéologie politique disqualifiée a fini de détruire la confiance nécessaire au fonctionnement d'une démocratie sociale digne de ce nom.

Désormais que le mal est fait, la CFE-CGC appelle les futurs candidats aux élections législatives et aux partis qui les regroupent à cette nécessaire clarification sur leurs intentions. La CFE-CGC appelle l'ensemble des Français à la vigilance et au discernement nécessaires à imposer par leur vote une restauration des équilibres entre le pouvoir politique et les corps intermédiaires.

**Pierre Jan - Relations Presse et institutionnelles**

[pierre.jan@cfecgc.fr](mailto:pierre.jan@cfecgc.fr) - Tél. : 01 55 30 12 92 - 06 32 05 69 02